

La Turquie en danger

par *Thierry Meyssan*

Alors que la presse occidentale salue l'autorisation faite par la Turquie aux États-Unis d'utiliser ses bases militaires pour combattre Daesh, Thierry Meyssan observe les tensions internes de ce pays. Selon lui, le maintien de M. Erdoğan au pouvoir comme l'absence de nouvelle majorité lors des prochaines élections législatives conduiront sans délai à la guerre civile.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 27 JUILLET 2015

ΕΛΛΗΝΙΚΑ فارسی ESPAÑOL



M. Erdoğan a perdu le contrôle de la situation.

Depuis une quinzaine d'années, George Friedman, le fondateur de l'agence de renseignement privée Stratfor, persuade les dirigeants occidentaux que les BRICS ne joueront pas de rôle important au XXI^e siècle, mais que la Turquie islamique y parviendra [1]. Friedman est un ancien collaborateur d'Andrew Marshall, le stratège du Pentagone de 1973 à 2015 [2].

La propagande en faveur de l'islamisme turc, comme modèle économique et politique, a été renforcée par le patronat islamique turc via certaines personnalités françaises qui se sont laissées corrompre (Anne Lauvergeon, Alexandre Adler, Joachim Bitterlich, Hélène Conway-Mouret,

Jean-François Copé, Henri de Castries, Augustin de Romanet, Laurence Dumont, Claude Fischer, Stéphane Fouks, Bernard Guetta, Élisabeth Guigou, Hubert Haenel, Jean-Pierre Jouyet, Alain Juppé, Pierre Lellouche, Gérard Mestrallet, Thierry de Montbrial, Pierre Moscovici, Philippe Petitcolin, Alain Richard, Michel Rocard, Daniel Rondeau, Bernard Soulage, Catherine Tasca, Denis Verret, Wilfried Verstraete, pour ne citer qu'eux).

Pourtant, la Turquie est aujourd'hui au bord de l'implosion au point que sa survie, en tant qu'État, est directement menacée.

Le projet de démantèlement de la Turquie

En 2001, les stratèges straussiens du département de la Défense envisageaient un remodelage du « Moyen-Orient élargi » qui prévoyait la division de la Turquie au profit d'un Kurdistan indépendant, réunissant les Kurdes de l'actuelle Turquie, ceux d'Irak et d'Iran. Ce projet supposait la sortie de la Turquie de l'Otan, la réconciliation de tribus kurdes que tout sépare —y compris la langue— et des déplacements considérables de population. Le colonel Ralph Peters a évoqué ce plan dans un article de *Parameters* dès 2001, avant d'en publier la carte, en 2005. Peters est un élève de Robert Strausz-Hupé, l'ancien ambassadeur des États-Unis à Ankara et le théoricien du *Novus orbis terrarum* (le « Nouvel ordre mondial ») [3].

Ce projet insensé a refait surface, il y a un mois, avec l'accord israélo-saoudien négocié en marge des pourparlers 5+1 sur le nucléaire iranien [4]. Tel-Aviv et Riyad comptaient sur la Turquie pour renverser la République arabe syrienne. En effet, Ankara s'était fermement engagé dans ce sens lorsque l'Otan avait terminé le transfert du LandCom (commandement joint des Forces terrestres) à Izmir, en juillet 2013 [5]. Désespéré par la passivité états-unienne, M. Erdoğan avait alors organisé sous faux drapeau le bombardement chimique de la Ghouta pour contraindre l'Otan à intervenir. Mais en vain. Il avait récidivé, un an plus tard, en promettant d'utiliser la Coalition internationale anti-Daesh pour prendre Damas. Israël et l'Arabie saoudite qui ont fait les frais de ces promesses non tenues n'auront aucune retenue à provoquer la guerre civile en Turquie.

Le changement de politique à Washington

Cependant, deux éléments semblent s'opposer au démantèlement de la Turquie.

► Premièrement, le secrétariat à la Défense lui-même. Depuis le départ d'Andrew Marshall, le nouveau stratège, le colonel James H. Baker, n'est pas un straussien. Il raisonne dans le cadre des principes de la paix de Westphalie et oriente le Pentagone vers une confrontation de type Guerre froide [6]. La vision de Baker correspond à celle de la nouvelle *National Military Strategy* [7]. En outre, elle est partagée par le nouveau chef d'état-major interarmes, le général Joseph Dundord [8]. En d'autres termes, le Pentagone aurait abandonné la « stratégie du chaos » [9] et souhaiterait désormais s'appuyer à nouveau sur des États.

► Deuxièmement, préoccupée par le possible déplacement de l'Émirat islamique (« Daesh ») du Levant vers le Caucase, la Russie a négocié —avec l'accord de Washington— un accord entre

- la Syrie (actuellement attaquée par Daesh),
- l'Arabie saoudite (principal financier actuel de l'organisation terroriste)
- et la Turquie (qui assure le commandement opérationnel de l'organisation).

Ce plan a été présenté le 29 juin par le président Vladimir Poutine au ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, et à la conseillère spéciale du président Bachar el-Assad, Bouthaina Shaaban [10]. Il a immédiatement été suivi d'échanges entre les parties.

- Le 5 juillet, une délégation des services secrets syriens était reçue par le prince héritier saoudien, Mohamad ben Salman.
- La Turquie a reçu un émissaire officieux de Damas, puis a envoyé le sien à Damas. Après la signature de l'accord 5+1, elle a stoppé son soutien à Daesh et a arrêté 29 passeurs [11].

Les deux évolutions sont donc actuellement possibles : soit un déplacement de la guerre de la Syrie vers la Turquie, soit une coordination régionale contre Daesh.

La situation en Turquie

Quoi qu'il en soit, la Turquie s'est transformée au cours des quatre dernières années.

- ▶ Premièrement, son économie s'est effondrée. Son engagement dans la guerre contre la Libye l'a privée d'un de ses principaux clients et elle n'en a tiré aucun profit car ce client est devenu insolvable. Son engagement dans la guerre contre la Syrie a été moins dramatique, car le marché commun syro-irano-turc était encore embryonnaire. Mais l'effet cumulé de ces deux guerres a cassé la croissance du pays qui est sur le point de devenir négative. En outre, une partie de l'économie turque est actuellement basée sur la vente de produits fabriqués pour des grandes marques européennes qui sont détournés des circuits commerciaux légaux à l'insu de leurs commanditaires. Ce piratage massif porte désormais atteinte à l'économie de l'Union européenne.

- ▶ Deuxièmement, pour conquérir le pouvoir Recep Tayyip Erdoğan s'est protégé d'un coup d'État militaire en arrêtant des officiers supérieurs et en les accusant de comploter contre l'État. Dans un premier temps, il s'en est prit aux réseaux Gladio de l'Otan (Ergenekon dans sa version turque) [12]. Puis, dans un deuxième temps, il fit arrêter les officiers qui envisageaient de changer d'alliance avec la fin de la Guerre froide et avaient pris contact avec l'Armée populaire chinoise en les accusant d'appartenir au même groupe Ergenekon, ce qui n'avait aucun sens [13]. En définitive, à la suite de ces purges, la majorité des officiers supérieurs a été arrêtée et incarcérée. Du coup, les armées turques sont affaiblies et ont perdu leur attrait au sein de l'Otan.

- ▶ Troisièmement, la politique islamiste de l'administration Erdoğan a profondément divisé le pays et a fait naître une haine d'abord entre les laïques et les religieux, puis entre les communautés sunnites, kurdes et aléviés. De sorte que le parallèle avec le scénario égyptien, que j'évoquais il y a plus d'un an, devient aujourd'hui possible [14]. La Turquie est devenue une poudrière. Il suffirait d'une étincelle pour faire éclater une véritable guerre civile que personne ne pourra arrêter et qui ravagera durablement le pays.

- ▶ Quatrièmement, la rivalité entre le clan islamiste de M. Erdoğan, la Millî Görüş (créé dans les années 70 par l'ancien Premier ministre Necmettin Erbakan), et le Hizmet de Fethullah Gülen a détruit le parti au pouvoir, l'AKP. Les deux écoles partagent la même vision obscurantiste de l'islam,

mais Fethullah Gülen (qui vit aujourd'hui aux États-Unis) avait été recruté à la CIA par Graham E. Fuller et prêche une alliance des croyants autour de l'Otan chrétien et d'Israël, tandis que la Millî Görüş défend le suprémacisme musulman. En outre, on ne voit pas comment les partisans de l'ancien président Turgut Özal (également islamistes et à ce titre membres de l'AKP, mais favorables à la reconnaissance du génocide arménien, à l'égalité en droit des Kurdes, et à une fédération des États turcophones d'Asie centrale) continueraient à lier leur sort à celui de M. Erdoğan.

► Cinquièmement, en acceptant la proposition du président Vladimir Poutine de construire le gazoduc *Turkish Stream*, le président Erdoğan s'est directement attaqué à la stratégie globale des États-Unis. En effet, ce gazoduc, s'il doit voir le jour, ouvrira une voie de communication continentale et menacera la doctrine de « contrôle des espaces communs » par laquelle Washington maintient sa suprématie sur le reste du monde [15]. Il permettra à la Russie de contourner le chaos ukrainien et de passer outre l'embargo européen.

L'Otan ne veut plus jouer

Si les liens personnels de M. Erdoğan avec al-Qaïda ont été établis par la Justice turque, il ne fait plus aucun doute qu'il dirige personnellement Daesh. En effet :

► L'organisation terroriste est officiellement commandée par Abu Bakr el-Baghdadi. Mais cette personnalité n'est mise en avant que parce que c'est un membre de la tribu de Qurays et donc un descendant du Prophète. Le commandement exécutif est confié à Abu Alaa al-Afri et Fadel al-Hayali (dit Abu Muslim al-Turkmani), deux Turkmènes agents du MIT (services secrets turcs). Les autres membres de l'état-major sont issus de l'ancienne URSS.

► Les exportations de pétrole brut, qui ont récemment repris en violation de la résolution 2701 du Conseil de sécurité, ne sont plus assurées par Palmali Shipping & Agency JSC, la compagnie du milliardaire turco-azéri Mubariz Gurbanoglu, mais par BMZ Ltd, la société de Bilal Erdoğan, le fils du président.

► Les soins importants aux jihadistes blessés de Daesh sont fournis par le MIT en Turquie, dans un hôpital clandestin situé à Şanlıurfa et placé sous la

supervision de Sümeyye Erdoğan, la fille du président [16].

C'est pourquoi, le 22 juillet, le président Barack Obama a téléphoné à son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan, et l'a lourdement menacé. Selon nos informations, le président états-unien a déclaré s'être mis d'accord avec le Premier ministre britannique David Cameron pour exclure la Turquie de l'Otan —ce qui implique la guerre civile et la division en deux États— si la Turquie

- ▶ 1. ne rompt pas immédiatement l'accord gazier avec la Russie ;
- ▶ 2. ne participe pas immédiatement à la coalition internationale anti-Daesh.

Le président Erdoğan, qui a une formation islamique mais pas politique [17], a réagi à la fois en tentant d'apaiser Washington et en poursuivant ses lubies.

- ▶ 1. la Turquie a autorisé l'Otan à utiliser ses bases sur le territoire turc pour lutter contre Daesh, a arrêté des passeurs de Daesh, et a participé à des bombardements symboliques de Daesh en Syrie ;
- ▶ 2. en outre, M. Erdoğan a déployé des efforts bien plus importants contre son opposition kurde que contre Daesh en bombardant massivement des positions du PKK en Irak, en arrêtant des membres du PKK en Turquie et bloquant de nombreux sites internet kurdes [18]. Le PKK a répondu par un communiqué laconique constatant que le gouvernement venait de rouvrir unilatéralement les hostilités ;
- ▶ 3. on ignore, pour le moment, les décisions relatives au gazoduc *Turkish Stream*.

Les États-Unis, par la voix du représentant spécial adjoint pour la lutte contre Daesh, Brett McGurk, et l'union européenne, par la voix de la Haute représentante pour la politique extérieure, Federica Mogherini, ont vivement critiqué l'attaque contre le PKK et souligné l'absolue nécessité de maintenir le cessez-le-feu. De son côté, Massoud Barzani, le président du gouvernement régional kurde d'Irak, a publié un communiqué pour contredire le Premier ministre Davutoğlu qui avait prétendu avoir reçu son soutien.

Nous arrivons maintenant à l'issue du délai constitutionnel de 45 jours au terme duquel le chef du principal groupe parlementaire devait constituer un gouvernement. Les trois principaux partis d'opposition, conseillés par l'ambassade des États-Unis, ayant refusé de s'allier avec l'AKP, Ahmet

Davutoğlu n'y est pas parvenu. De nouvelles élections législatives devraient être convoquées. Compte tenu d'une part de la division de l'AKP (islamistes) et d'autre part, de la haine entre le MHP (conservateurs) et le HPD (gauche et kurdes), il sera difficile de trouver une majorité. Si tel est le cas ou si l'AKP parvient à se maintenir, la Turquie entrera en guerre civile.

Thierry Meyssan

[1] *The Next 100 Years : A Forecast for the 21st Century*, George Friedman (2009). L'ouvrage a été traduit avec un grand retard en français sous le titre *Les 100 Ans à venir : Un Scénario pour le XXIe siècle* (ZDL, 2012).

[2] « [Après 42 ans, Andy Marshall quitte le Pentagone](#) », *Réseau Voltaire*, 7 janvier 2015.

[3] Sur les travaux de Strausz-Hupé et de de Peters, se reporter à *L'Effroyable imposture 2*, pp.117-224.

[4] « [Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 22 juin 2015.

[5] "[Izmir base likely to become NATO's Land Component Command](#)", *Today's Zaman*, June 6, 2011.

[6] « [Ashton Carter nommé le nouveau stratège du Pentagone](#) », *Réseau Voltaire*, 17 mai 2015.

[7] « [L'Europe encore en première ligne](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto* (Italie), *Réseau Voltaire*, 16 juillet 2015.

[8] « [Le général Dunford désigne la Russie comme menace principale](#) », *Réseau Voltaire*, 13 juillet 2015.

[9] "[Stumbling World Order and Its Impacts](#)", by Imad Fawzi Shueibi, *Voltaire Network*, 5 April 2015.

[10] « [La Russie tire ses marrons du feu](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 juillet 2015.

[11] « [Premières conséquences de l'accord 5+1](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 20 juillet 2015.

[12] « [Ergenekon : une légende urbaine ?](#) », par Orhan Kemal Cengiz ;. « [L'organisation Ergenekon mise en cause pour ses relations privilégiées avec Hizb ut-Tahrir](#) », par Mutlu Özay et Mustafa Turan, Traduction Nathalie Krieg, *Today Zaman* (Turquie), *Réseau Voltaire*, 9 juillet et 3 août 2009.

[13] « [Le coup d'État judiciaire de l'AKP](#) », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), *Réseau Voltaire*, 19 août 2013.

[14] « [La division de la Turquie](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 31 mars 2014.

[15] "[The Geopolitics of American Global Decline](#)", by Alfred McCoy, *Tom Dispatch* (USA), *Voltaire Network*, 22 June 2015.

[16] « [Le rôle de la famille Erdoğan au sein de Daesh](#) », *Réseau Voltaire*, 26 juillet 2015.

[17] « [Vers la fin du système Erdoğan](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 15 juin 2015.

[18] Dont Rudaw, BasNews, DİHA, ANHA, le quotidien Özgür Gündem, Yüksekova Haber, Sendika.Org et RojNews. Actuellement 81 000 sites internet sont inaccessibles depuis la Turquie.

Source : « [La Turquie en danger](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 27 juillet 2015, www.voltairenet.org/article188273.html